

DÉPARTEMENT
E U R E
CANTON
VAL-DE-REUIL
COMMUNE
VAL-DE-REUIL

ARRÊTÉ DU MAIRE

PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE AU CHEF DE LA POLICE MUNICIPALE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE ADMINISTRATIVE RELATIVE AUX DÉPÔTS SAUVAGES DE DÉCHETS

Le Maire de la Commune de Val-de-Reuil, Officier de la Légion d'Honneur ;

VU :

- Le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2122-19 et L.2212-1 et suivants ;
- Le Code de l'environnement, et notamment son article L.541-3 ;
- La loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire ;
- L'arrêté municipal n° AA-2025-165 du 25 juillet 2025 portant instauration d'une amende administrative pour les dépôts sauvages de déchets ;
- L'arrêté portant nomination de Monsieur Mickaël BOUTTIER dans les fonctions de Chef de la Police municipale de Val-de-Reuil ;

CONSIDÉRANT :

- Que le Maire est l'autorité titulaire du pouvoir de police administrative spéciale prévu à l'article L.541-3 du Code de l'environnement en matière de dépôts et abandons illégaux de déchets ;
- Que l'article L.2122-19 du Code général des collectivités territoriales permet au Maire de donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature aux responsables des services communaux ;
- Que le Chef de la Police municipale assure le pilotage des procédures relatives à la constatation et au traitement des dépôts sauvages de déchets sur le territoire communal ;
- Qu'afin d'assurer la célérité, la continuité et l'efficacité de ces procédures, il convient de lui donner délégation de signature pour la mise en œuvre de la procédure administrative prévue par l'article L.541-3 du Code de l'environnement et par l'arrêté municipal n° AA-2025-165 du 25 juillet 2025 ;

A R R Ê T É

Article 1. Objet et périmètre de la délégation

Monsieur Mickaël BOUTTIER, Chef de la Police municipale de Val-de-Reuil, reçoit délégation de signature pour l'ensemble des actes nécessaires à la mise en œuvre de la procédure administrative relative aux dépôts sauvages de déchets prévue par l'article L.541-3 du Code de l'environnement et l'arrêté municipal n° AA-2025-165 du 25 juillet 2025.

La présente délégation est strictement limitée à cette procédure.

Article 2. Actes concernés par la délégation

Dans le cadre défini à l'article 1er, délégation est notamment donnée au Chef de la Police municipale pour signer :

- Les courriers informant le producteur ou le détenteur des déchets des faits qui lui sont reprochés, des sanctions encourues et de la possibilité de présenter ses observations dans les conditions prévues par l'article L.541-3 du Code de l'environnement ;
- Les courriers et actes nécessaires à la mise en œuvre et au respect de la procédure contradictoire ;
- Les mises en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de la réglementation relative aux déchets ;

DÉPARTEMENT
E U R E
CANTON
VAL-DE-REUIL
COMMUNE
VAL-DE-REUIL

ARRÊTÉ DU MAIRE

PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE AU CHEF DE LA POLICE MUNICIPALE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE ADMINISTRATIVE RELATIVE AUX DÉPÔTS SAUVAGES DE DÉCHETS

- Les décisions prononçant les amendes administratives prévues par l'article L.541-3 du Code de l'environnement, dans les conditions et selon le barème fixé par l'arrêté municipal n° AA-2025-165 du 25 juillet 2025 ;
- Les décisions constatant, le cas échéant, la réitération des faits et appliquant la majoration prévue par ledit arrêté ;
- Les courriers de réponse aux observations et contestations formulées par les personnes faisant l'objet de la procédure ;
- Les actes nécessaires à la transmission aux services financiers des décisions donnant lieu à l'émission d'un titre de recettes ;
- Et, plus généralement, les correspondances et actes administratifs nécessaires à la conduite et à l'achèvement de cette procédure, dans les limites fixées par le présent arrêté.

Article 3. Instruction des dossiers et pilotage de la procédure

Les agents de la Police municipale assurent l'instruction matérielle des dossiers. À ce titre, ils procèdent notamment :

- À la constatation et à la caractérisation des dépôts ;
- Au recueil et à l'exploitation des éléments permettant d'établir la matérialité des faits ;
- À l'exploitation des photographies et autres éléments régulièrement recueillis ;
- À la recherche et à l'identification de l'auteur présumé des faits ;
- À la détermination de la nature et du volume des déchets nécessaires à l'application du barème fixé par l'arrêté n° AA-2025-165 ;
- À la constitution du dossier administratif ;
- À la préparation des projets de courriers, mises en demeure et décisions.

Le Chef de la Police municipale assure le pilotage de la procédure et le contrôle des dossiers instruits par les agents placés sous son autorité.

Préalablement à la signature de toute décision prononçant une amende administrative, il s'assure notamment de la matérialité des faits, de leur imputabilité à la personne concernée, de la qualification retenue, de la régularité de la procédure et du respect des droits de la défense et de la procédure contradictoire.

Article 4. Contrôle et information Maire

La présente délégation est exercée sous la surveillance et la responsabilité du Maire et dans le respect de l'organisation hiérarchique des services municipaux placés sous l'autorité du Directeur général des services.

Le Chef de la Police municipale rend compte régulièrement au Maire et au Directeur Général des Services des procédures engagées et des sanctions prononcées en application de la présente délégation.

Il informe sans délai le Maire et le Directeur général des services de tout dossier présentant :

- Une difficulté sérieuse relative à la matérialité ou à l'imputabilité des faits ;
- Une contestation substantielle de la part de la personne mise en cause.

Publié le :

Accusé de réception en préfecture
027-212707012-20260921-AP-2026-039-AI
Date de télétransmission : 22/09/2026
Date de réception préfecture : 22/09/2026

DÉPARTEMENT
E U R E
CANTON
VAL-DE-REUIL
COMMUNE
VAL-DE-REUIL

ARRÊTÉ DU MAIRE

PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE AU CHEF DE LA POLICE MUNICIPALE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE ADMINISTRATIVE RELATIVE AUX DÉPÔTS SAUVAGES DE

DÉCHETS

- Une difficulté relative à la qualification ou à l'application du barème ;
- Une situation susceptible de présenter un risque contentieux particulier ;
- Ou, plus généralement, un caractère sensible ou inhabituel.

Le Maire ou le Directeur général des services peut demander, à tout moment, qu'un dossier déterminé soit soumis au Maire préalablement à toute décision.

Article 5. Exercice personnel de la compétence par le Maire

La présente délégation de signature ne dessaisit pas le Maire de ses compétences.

Le Maire peut, à tout moment, exercer personnellement son pouvoir de police et signer tout acte ou toute décision entrant dans le champ de la présente délégation.

Lorsque le Maire décide de se saisir directement d'un dossier, le Chef de la Police municipale s'abstient de faire usage de sa délégation pour celui-ci.

Article 6. Absence ou empêchement du Chef de la Police municipale

En cas d'absence ou d'empêchement du Chef de la Police municipale, les actes et décisions mentionnés à l'article 2 du présent arrêté sont signés par le Directeur général des services, en vertu de la délégation de signature qui lui est consentie à cet effet par le Maire.

Cette disposition ne constitue pas une subdélégation du Chef de la Police municipale au Directeur général des services, chacun tenant directement sa délégation de signature du Maire.

Article 7. Formule de signature

La signature par Monsieur Mickaël BOUTTIER des actes entrant dans le champ de la présente délégation devra être précédée de la formule indicative suivante :

**« Pour le Maire et par délégation,
Le Chef de la Police municipale »**

Article 8. Conflits d'intérêts

Le conflit d'intérêts comprend toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à apparaître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction.

EURE
CANTON
VAL-DE-REUIL
COMMUNE
VAL-DE-REUIL

ARRÊTÉ DU MAIRE

PORTANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE AU CHEF DE LA POLICE MUNICIPALE POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE ADMINISTRATIVE RELATIVE AUX DÉPÔTS SAUVAGES DE DÉCHETS

Dans une telle situation, le Chef de la Police municipale informe sans délai le Maire et le Directeur général des services par écrit, en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer sa délégation.

Il s'abstient alors de toute intervention dans le traitement et la décision concernant le dossier considéré.

Article 9. Voies et délais de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Rouen – 53 avenue Gustave Flaubert – 76000 Rouen, dans un délai de deux (2) mois suivant sa notification.

La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens.

Article 10. Exécution

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de l'Eure ;
- Monsieur le Directeur général des services ;
- Monsieur le Comptable public.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera publié et inscrit au registre des actes de la commune.

Le maire certifie que le présent arrêté a été télétransmis en Préfecture de l'Eure, au titre du contrôle de la légalité
le :
et qu'il a été notifié aux intéressés.
Le Maire

Fait à Val-de-Reuil, le 21 SEP. 2026

Marc-Antoine JAMET

